



Le Mans, le 8 juin 2016

COMMUNICATION ET POUVOIR

**« Le *pouvoir* repose sur le contrôle de la *communication*,
et le contre-pouvoir sur sa capacité à déjouer ce contrôle ».**

Il y a un an nous vous avons évoqué le malaise général. Notre argumentaire très largement appuyé par une pétition regroupant 135 signatures avait été porté à la connaissance de l'administration et joint au procès verbal du CT. Parallèlement, la pétition avait été relayée au niveau national par nos organisations syndicales. Si officiellement rien n'a transpiré, nous savons que cela a suscité de nombreuses interrogations au Ministère et quelques réactions au sein même de notre structure. Pour autant, il semble que le message n'a pas été compris.

Un an après, c'est à nouveau des arrêts maladie ou des accidents de travail directement liés aux conditions dans lesquels nous travaillons. Ce ne sont pas les conditions matérielles déplorables qui sont mises en cause, mais bien les propos et méthodes de management particulièrement violents utilisés par le corps préfectoral. L'ensemble des agents est pleinement touché par les risques psycho-sociaux, notamment aux Cabinet et SIDPC.

L'administration veut faire croire à qui veut l'entendre que ce ne sont que quelques cas isolés dont se servent les syndicats pour généraliser. Sur les douze derniers mois, ce sont près d'une demi-douzaine de cas qui ont été signalés aux représentants du personnel ! Sans compter les collègues qui ne veulent pas que l'on intervienne, par peur des représailles que la hiérarchie pourrait exercer à leur encontre, celle-ci ne s'en cache d'ailleurs pas en promettant l'enfer à ces agents. Jamais les agents de notre préfecture ont autant sollicité le médecin du travail, l'assistant social, la psychologue du travail...

Aujourd'hui, nous voulons à la fois alerter les personnels, la hiérarchie et les instances paritaires des risques que l'attitude du corps préfectoral fait courir sur la santé des agents, jusqu'à mettre en péril leur vie. À qui le tour ?

Nous n'attendons pas qu'un malheur arrive pour agir.

**Nous refusons de cautionner les agissements
de nos monarques préfectoraux.**